

Communiqué de presse

Embargo: 9h00 • 01.12.2020

Une interdiction des combustibles et carburants fossiles est difficilement évitable à long terme

Berne, 1.12.20

Le contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative pour les glaciers fixe des orientations importantes pour conduire la Suisse vers la neutralité climatique. Les dispositions prévues ne suffisent toutefois pas selon les Académies suisses des sciences. Le Conseil fédéral propose certes une réduction linéaire des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, mais, contrairement à l'initiative, il n'envisage pas une large interdiction des combustibles et carburants fossiles. Si la Suisse veut vraiment ramener les émissions de gaz à effet de serre à zéro net, renoncer aux énergies fossiles sera difficilement évitable à long terme, soulignent les chercheurs et chercheuses.

Dans leur prise de position, les Académies font valoir que les derniers 10 à 20% de réduction des émissions seront les plus difficiles à réaliser. Il ne suffit pas de simplement prolonger quelque peu une politique climatique qui vise une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 80 ou 90%, écrivent les chercheurs et chercheuses. Une vraie politique de zéro émission nette doit concentrer l'encouragement à l'innovation sur les émissions les plus difficiles à éviter, par exemple dans le trafic aérien ou l'industrie du ciment. Il est par ailleurs nécessaire « d'empêcher » largement le recours aux combustibles et carburants fossiles, et pas seulement de le « diminuer », avec uniquement quelques rares exceptions pour des applications où il est difficile pour des raisons techniques de remplacer les combustibles et carburants fossiles.

Comme le monde entier doit atteindre le zéro net, les certificats de réduction d'émissions vont perdre en importance. À l'inverse, des certificats internationaux pour la baisse des gaz à effet de serre pourraient devenir plus importants. Les chercheurs et chercheuses saluent en conséquence la proposition du Conseil fédéral de participer au marché international visant à faciliter une telle baisse. Le experts et expertes mettent en même temps en garde contre le risque de trop s'appuyer sur une telle possibilité. En Suisse, le potentiel existant est limité, tant pour une baisse biologique, grâce par exemple à la reforestation qui capte les gaz à effet de serre de l'atmosphère, que pour le stockage géologique. Le développement des moyens techniques de réduction en est par ailleurs encore à ses débuts et ces techniques sont très coûteuses. La politique climatique devrait donc se concentrer sur la diminution des émissions de gaz à effet de serre et continuer certes à développer ces techniques d'abaissement mais les prévoir uniquement comme « ultima ratio » pour des émissions inévitables. Le Conseil fédéral devrait le mentionner expressément dans le contre-projet, recommandent les chercheurs et chercheuses

L'initiative comme le contre-projet soutiennent avec raison que la politique climatique doit renforcer l'économie, être socialement supportable et tenir particulièrement compte des régions périphériques et de montagne. Les Académies proposent toutefois de mettre en plus l'accent sur la sécurité de l'approvisionnement et la compatibilité avec d'autres objectifs de durabilité et de protection.

Prise de position : xxx

Informations supplémentaires :

Urs Neu, ProClim, urs.neu@scnat.ch, 031 306 93 52

Les **Académies suisses des sciences** regroupent les quatre académies scientifiques suisses, l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT), l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH), l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM) et l'Académie suisse des sciences techniques (SATW) et la Jeune

Académie Suisse (JAS). Elles comprennent en outre les centres de compétences TA-SWISS et Science et Cité ainsi que d'autres réseaux scientifiques. Les Académies suisses des sciences promeuvent la collaboration entre les scientifiques à l'échelon régional, national et international. Elles représentent la communauté scientifique aussi bien sur le plan des disciplines qu'au niveau interdisciplinaire et indépendamment des institutions et des branches spécifiques. Leur activité est orientée vers le long terme et vise l'excellence scientifique. Elles se fondent sur les savoirs scientifiques pour conseiller les politiques et le public sur des questions touchant de près la société.